



Le nouveau leadership des juristes d'entreprise en Algérie

Conseils pratiques publié le 25/04/2022, vu 1570 fois, Auteur : [Advocatus](#)

Leadership, management juridique

La dynamique des sociétés commerciales et des institutions économiques axée autour de la réalisation du "profit" au sens large, mais aussi la réalisation d'une croissance productive grâce à la création d'emplois et à la création de richesses, est le résultat non seulement d'association de capitaux et de matières premières en passant par une gestion de ces actions précédentes, mais également du choix des cadres dirigeants qui auront à accomplir des tâches stratégiques, opérationnelles, organisationnelles et de formation.

Parmi ces cadres, figurent les responsables juridiques dont la présence au sein des sociétés commerciales en Algérie est devenue vitale avant chaque prise de décision par le top management.

Cela est parfaitement compréhensible vu les enjeux économiques internationaux actuels, qui obligent les décideurs en entreprise à solliciter l'apport des juristes, en les appelants à d'adopter à la fois une posture "normative" au sein de la société, mais surtout celle d'un réel "partenaire du business".

Le juriste d'entreprise : de la posture réactive à la posture préventive

Outre le rôle classique de "sapeur-pompier !" du juriste d'entreprise, sillonnant les tribunaux dans le cadre des différents litiges judiciaires auxquels l'entreprise peut être partie prenante, les recruteurs chercheraient via leurs descriptifs du poste à recruter des juristes dont la posture est plus préventive, en développant des solutions pratiques dans le cadre légal avec la fibre "business".

Cette posture préventive s'illustre par des audits périodiques et des diagnostics organisationnels des différentes structures de la société, afin d'établir une cartographie des risques et en proposer des actions correctrices ou des recommandations.

Dans cette même optique, la relation organisationnelle entre les directions des ressources humaines et les structures juridiques demeurent importantes, car les missions du DRH, principalement axées autour du recrutement, la gestion du personnel et la formation, demeurent un travail organisationnel représentant des actes juridiques, d'où la nécessité de consulter les avis des juristes d'entreprise (dossier d'embauche, contrats de travail, contrats de fidélité,...etc).

En plus de la mission de conseil, le juriste d'entreprise proposera également des solutions pratiques liées à l'organisation via des procédures, des documents ou des consignes de travail, comme celles liées à l'élaboration des contrats de travail, l'évaluation de la période d'essai, les procédures disciplinaires,...etc.

Le juriste d'entreprise et sa relation avec les activités commerciales et industrielles

Dans le cadre des opérations de production et de négoce effectuées par les sociétés commerciales et économiques, le juriste d'entreprise devra se familiariser avec ces activités, afin d'examiner leur conformité avec l'environnement légal dans divers domaines, tels que les autorisations à acquérir, le statut des établissements, les d'importations et le processus de fabrication, les opérations de vente et de distribution, la qualité des produits ou services, la facturation,...etc.

Cette prise d'information permettra aussi et surtout aux juristes d'entreprise dans le domaine des contrats commerciaux, de cerner la stratégie commerciale des entités dans lesquelles ils font partie et en assurant la protection des intérêts commerciaux de la société, lors de l'élaboration de ces contrats ou lors de l'examen des clauses contractuelles des différents partenaires.

Le juriste d'entreprise et sa relation avec les travaux d'amélioration du mangement de la qualité

La quête vers de nouveaux marchés à travers l'optimisation de la qualité des produits et des services pour les sociétés commerciales, ne peut se faire qu'en démontrant l'adoption de méthodes de travail et de procédures, dans le cadre du management de la qualité.

Cette démarche organisationnelle aura pour but de crédibiliser la posture des sociétés commerciales d'opérateurs économiques confirmés sur le plan local et international, dans le respect des lois, des droits des travailleurs et de l'environnement et de manière à ce qu'ils puissent être évalués en vue d'obtenir des certifications délivrées par des organismes accrédités.

Dans ce contexte-là, les juristes d'entreprise auront le lead associé à celui du responsable du management qualité, afin de formaliser les différentes procédures de nature organisationnelles et juridiques et la supervision de leurs applications.

C'est ainsi que le nouveau leadership des juristes d'entreprise au sein des sociétés commerciales et économiques algériennes continuera à prendre de l'ampleur en vue des différents enjeux économiques internationales, mais aussi pour faire face aux différentes problématiques juridiques susceptibles d'impacter sur les enjeux business des sociétés commerciales algériennes.

Cela nécessitera également une remise en cause de la formation académique des juristes algériens à travers la spécialisation dans les domaines du droit (privé et public), mais aussi les formations continues et le perfectionnement des compétences accessoires (commerce international, langues étrangères,...etc).